

Le Brexit en sept questions



- Crédits photo : ODD ANDERSEN/AFP

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par Guillaume Bigot (#figp-author)

Mis à jour le 28/06/2016 à 15h00

FIGAROVOX/ENTRETIEN - Pour Guillaume Bigot, le Brexit n'est que la face émergée de l'iceberg européen : il estime que l'UE est une utopie sous protection de l'armée américaine.



*crédits: Denis
Allard/REA*

*Guillaume Bigot est essayiste. Il est le co-auteur avec Stéphane Berthomet de **Le jour où la France tremblera** paru en 2006 aux éditions Ramsay. Il est membre fondateur du **Comité Orwell (<https://comiteorwell.net/>)** et Directeur Général de l'IPAG Business School. Le retrouver sur son site.*

- Le Brexit est-il un revers pour la classe dirigeante?

Guillaume BIGOT. - Depuis 30 ans, le grand dessein fondait la légitimité de la classe dirigeante. Le Brexit a lézardé ce socle. Le dépassement de l'État nation démocratique sur le vieux continent n'est plus inéluctable.

Jusqu'en 1940, contester le bien fondé de la ligne Maginot était inconcevable. Imaginer qu'elle pourrait être contournée faisait de vous un hurluberbu. Les gens bien, les spécialistes, les experts, *a fortiori* les dirigeants ne questionnaient pas le dogme de l'invincibilité de l'armée française qui se confondait avec celui de la supériorité de la stratégie défensive sur la stratégie offensive. En 1958, l'idée que l'Algérie n'était pas la France n'était partagée que par une poignée d'extrémistes. Le rapatriement de millions de pieds-noirs était tout simplement impensable.

Le caractère inéluctable de l'UE rentre dans cette catégorie de totem et tabou.

Le caractère inéluctable de l'UE rentre dans cette catégorie de totem et tabou.

Toute classe dirigeante est conformiste, y appartenir suppose de partager les convictions qui lui servent d'auto justification. Ces convictions forment des «paradigmes historiques». La croyance dans l'unification européenne forme un paradigme historique.

En général, les dirigeants tiennent à leurs paradigmes plus qu'ils ne tiennent à leurs pouvoirs. Contrairement à ce que croient les marxistes et les libéraux, les puissants perdent souvent leur pouvoir parce qu'ils refusent de remettre en cause les convictions qui le fondent. Et c'est la raison pour laquelle, lorsque les faits ou la réalité viennent contredire et parfois percuter ce paradigme, les dirigeants sont victimes de ce que les économistes appellent un «aveuglement au désastre». Zeus aveugle les mortels qu'il veut perdre.

La classe dirigeante européenne en est là par rapport à l'Europe. La plupart de nos dirigeants (la tribune de BHL en offre une illustration caricaturale) continuent à tenir les eurosceptiques pour de dangereux fauteurs de guerre et à croire que le ciel des marchés va tomber sur la tête des souverainistes.

- Au fond, qu'est-ce que l'Union européenne?

Une utopie. Ce qui a rendu cette utopie enviable et a incité plusieurs générations de dirigeants à l'imposer sur la réalité des États nations européens, c'est un double refus ou plutôt une double conjuration.

D'abord, la conjuration du péril brun incarné par les crimes perpétrés par le nazisme. Ensuite, la conjuration du péril rouge incarné par les affres du communisme. L'Union européenne est un édifice juridique, institutionnel, politique et économique destiné à protéger les peuples et les États qui la composent contre ces deux périls.

En ce sens, le projet européen n'est porté par aucune idéologie positive et encore moins par une volonté de puissance. La consécration du bon plaisir individuel (le droit des minorités est son extension) comme norme suprême par la jurisprudence de la CEDH s'accompagne d'une délégitimation de toute certitude susceptible de s'imposer l'individu. Le projet européen est également antinomique de toute volonté de puissance. L'Europe, c'est un effort titanesque pour s'attacher les uns aux autres afin de ne plus rien vouloir, ni pouvoir ensemble. L'UE, c'est un club d'ex-alcooliques qui cassent leurs verres et leurs bouteilles afin d'être certains qu'ils ne toucheront plus jamais une goutte d'alcool. Plus jamais ça: plus de raison d'État, plus d'armée, plus de budget, plus d'impôt, plus de démocratie directe, plus de frontière, plus d'assimilation des migrants: une monnaie au service des marchés et le multiculturalisme et l'armée américaine pour tous.

- Pourquoi les Britanniques ne croient plus dans cette utopie?

Ils n'y ont jamais cru.

Le besoin de délimiter l'État comme volonté de puissance, de brider la souveraineté nationale comme expression de la volonté populaire, de délier légitimité politique et culturelle (un État multi culturel et post-national qui ne ferait plus la guerre et dans laquelle les migrants garderaient leur culture d'origine) n'avait aucune raison de séduire le peuple anglais. Londres n'est jamais entrés dans l'Euro, ni dans Schengen et n'a jamais accepté que ses lois soient faites ailleurs qu'aux Communes.

- Les membres de l'Union européenne sont-ils si désunis que cela?

Ce terme d'union est trompeur car il y a au moins quatre types d'États membres. La première catégorie, comme le Danemark ou la Grande-Bretagne, ont intégré par opportunisme économique mais aussi pour manipuler les rouages institutionnels. La GB est le premier et ils sortiront tous.

Les traités européens font en effet de l'organisation militaire aux ordres du président des États-Unis le « bras armé de l'Europe », ce qui ne manque pas de sel lorsque l'on sait que l'une des principales justifications de la construction européenne consiste à vouloir équilibrer la puissance américaine.

La seconde catégorie ce sont les États de l'Europe du Sud qui sont entrés pour protéger leurs démocraties fragiles dans les années 80 (Grèce ; Portugal ; Espagne ; etc.). Eux aussi sont entrés par calcul, ils voulaient soutirer des aides structurelles.

Troisième catégorie, les États libérés par la fonte du glacis soviétique qui sont venus chercher des aides structurelles mais aussi un mécanisme de réassurance militaire vis-à-vis de la Russie à travers le lien organique entre l'OTAN et l'UE. Les traités européens font de l'organisation militaire aux ordres du président des États-Unis le « bras armé de l'Europe », ce qui ne manque pas de sel lorsque l'on sait que l'une des principales justifications de la construction européenne consiste à équilibrer la puissance américaine. La seule catégorie d'État sincèrement européiste, ce sont ceux du noyau originel: France ; Allemagne ; Belgique ; Pays-Bas ; Luxembourg et Italie. D'autres pays à l'identité malheureuse comme l'Autriche, la Croatie ou la Roumanie peuvent s'y agréger.

- Ces pays fondateurs peuvent-il avancer plus loin entre eux et créer un noyau dur?

Les dirigeants en rêvent et une part de plus en plus importante de l'opinion de certains de ces pays en cauchemardent.

L'Allemagne est militairement et démocratiquement traumatisés et perçoit l'immigrant comme un rédempteur, elle est prête à accélérer. Pour des raisons qui leur sont propres, les Luxembourgeois et les Belges n'ont pas grand-chose à sacrifier en sacrifiant leur souveraineté. Le nationalisme italien a été moins ébranlé par le fascisme que le chauvinisme allemand mais n'est pas sorti indemne de son exaltation par Mussolini. C'est aussi un État-nation récent et donc fragile qui n'hésitera pas à se dissoudre. La fécondité de ces peuples décline rapidement et de manière inexorable (les politiques natalistes ayant été fortement délégitimées par les pratiques des régimes totalitaires dans ce domaine). Si la loi de l'hystérèse se vérifie, l'Allemagne, l'Autriche, la Roumanie et les anciens pays de l'axe resteront longtemps arc-boutés sur un projet de dépassement de l'État-nation et de la volonté populaire par l'Europe.

Le projet européen perdurera. Il y aura une vaste confédération helvétique à échelle continentale, maison de retraite historique pour peuples fatigués, pacifistes et bien décidés à gérer et leur rente économique et leur déclin démographique. Rappelons que la France gagne 500 000 habitants chaque année tandis que l'Allemagne en perd 500 000.

- Le Frexit est-il probable?

Il n'est pas seulement probable, il est inévitable même s'il sera plus long à venir.

De 1944 à 1977, l'idée qui domine l'opinion française, c'est que les collaborationnistes ne représentaient rien n'y personne. Dans le même laps de temps, l'Europe n'allait pas au-delà d'un marché commun, avec défense d'un tarif extérieur commun et négociations âpres vis-à-vis des tiers.

L'Europe a alors pu s'imposer comme une sorte de piscine purificatrice éliminant les souillures historiques. Le Frexit ne surviendra que lorsque la vérité sur cette époque s'imposera.

Avec l'élection de Giscard qui explique à la France qu'elle est devenue une puissance moyenne (1974) avec la diffusion du feuilleton Holocauste (1978), un processus de culpabilité nationale s'est mis en marche qui culmine avec le discours de Chirac au Vel d'Hiv (1995). Le Français était devenu Dupont-Lajoie. Un collabo, un pétainiste, un beauf. Surtout s'il était pauvre et peu éduqué. L'Europe a alors pu s'imposer comme une sorte de piscine purificatrice éliminant les souillures historiques. Le Frexit ne surviendra que lorsque la vérité sur cette époque s'imposera. Et le noyau perce déjà l'écorce: les historiens s'accordent pour considérer que les Français furent un temps bernés par Pétain en sa qualité de vieux lutteur anti-germanique et puis ils passèrent le reste de la guerre effarés par les crimes de l'occupant, pestant contre un régime qu'ils n'avaient pas choisi et laissant leur joie exulter à la libération. Moralement, les Français ne furent jamais du côté des nazis. La chouette de Minerve prend son envol à la tombée de la nuit. Nous ne sommes pas très loin de cette prise de conscience qui va déchirer le drapeau européen comme un voile obscurcissant l'avenir. L'enjeu est là pour les Français: ne plus être symboliquement et moralement assimilés aux Allemands (l'alignement moral a été un préalable à l'alignement monétaire qui s'est réalisé dans la douleur avec la désinflation compétitive et qui se poursuit avec l'austérité) et ce travail est presque terminé. Aux lendemains du 13 novembre, nous avons éprouvé une fierté à brandir le

drapeau tricolore et au-delà, que face à l'adversité, nous devons assumer un destin grand et singulier. En revanche, nous ne croyons pas encore que nous avons en nous les ressources suffisantes pour exister sur un plan technologique, économique, militaire et même onirique (on domine aussi par les rêves) face à la mondialisation américaine ou chinoise.

- Le Royaume-Uni va-t-il éclater après le Brexit?

C'est probable mais cela n'aura qu'un lien indirect avec le Brexit. Comme nous l'écrivions avec Jean-Claude Barreau dans *Toute la géographie du Monde* : «l'Écosse se dirige doucement et sans rancœur vers l'indépendance et la dissolution de l'acte d'union». Le royaume n'est uni que depuis 1707, date à laquelle l'Écosse, nation indépendante et différente géographiquement (vieux massif au climat plus proche de celui de la Norvège que de celui de la Normandie qui est celui des plaines anglaises) et historiquement (l'Écosse n'a pas été romanisée) de l'Angleterre. L'indépendance de l'Écosse ne sera pas une nouveauté mais un retour en arrière (pendant la guerre de Cent Ans, les gardes de Jeanne d'Arc étaient écossais). Braveheart n'est pas mort dans le cœur des Écossais et c'est un peu le processus européen, beaucoup la découverte du pétrole mais aussi la fin de l'empire britannique (les Écossais y avaient joué un rôle déterminant) qui explique le retour de ce refoulé. Non seulement, le processus d'unification européen est un processus de désunification nationale (en Espagne, en Italie, en Grande-Bretagne et ailleurs) mais le Brexit a bien mis en exergue une différence de sensibilité politique entre une Écosse riche mais travailliste et une Angleterre qui tolère mieux des extrêmes sociaux. Ajoutons que l'Irlande est dans la même situation de divorce et là ce sera plus grave car la guerre entre Anglais et Irlandais du Nord peut se rallumer.



Guillaume Bigot